

**MINUSTAH - Explication de vote
du représentant permanent adjoint
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 13 avril 2017)

Madame la Présidente,

La France salue l'adoption ce matin de la résolution 2350, qui acte la fermeture de la MINUSTAH dans un horizon de 6 mois et établit une nouvelle mission successeur centrée sur les questions de police, d'État de droit et de droits de l'Homme, conformément aux recommandations du secrétaire général.

Cette décision est importante et nous nous réjouissons de l'unanimité avec laquelle le conseil a adopté ce texte. Plus de 13 ans après l'établissement de la MINUSTAH, il était temps d'acter les succès enregistrés par la mission dans la stabilisation d'Haïti et d'évoluer vers une nouvelle forme de présence onusienne, davantage adaptée aux besoins du pays et aux conditions sur le terrain, qui ont évolué de manière considérable et dans un sens favorable.

Le travail mené par la MINUSTAH ces dernières années nous aura permis de faire sortir Haïti de la situation d'urgence dans laquelle se trouvait encore récemment le pays en y rétablissant un climat général de relative sécurité, en participant aux efforts de reconstruction après le tremblement de terre de 2010 ou encore en contribuant au renforcement significatif de la police nationale haïtienne, dont la montée en puissance est un gage de stabilité pour Haïti. C'est un succès collectif à mettre au crédit des Nations unies, de ce conseil, mais également des pays contributeurs de troupes, sans qui cette Mission n'aurait pu jouer le rôle qui a été le sien.

La nouvelle opération qui débutera ses activités en octobre devra consolider les avancées obtenues, en faisant notamment de la police nationale haïtienne un acteur autonome, mais aussi engager de nouveaux grands chantiers dans le domaine de l'État de droit, à l'instar de la lutte contre l'impunité, du renforcement du professionnalisme et de l'indépendance du pouvoir judiciaire ou encore de la mise en place d'un système carcéral compatible avec les besoins du pays et les exigences en matière de respect des droits des détenus. La situation sur le plan des droits de l'Homme, qui continue de faire l'objet de préoccupations, devra également faire l'objet d'un suivi attentif, assorti de recommandations régulières. Cette dernière composante nous semble indispensable à un maintien de la paix robuste et efficace, et donc indissociable du reste des activités de la prochaine mission.

La France a longtemps appelé ce conseil à saisir ses responsabilités sur le dossier haïtien, en prenant les décisions nécessaires pour que les modalités d'engagement des Nations unies sur place demeurent au fil du temps aussi adaptées et efficaces que possible. C'est aujourd'hui

chose faite, et nous nous en réjouissons vivement. Cette nouvelle étape ne signifie pas pour autant la fin de l'engagement des Nations unies aux côtés d'Haïti. Bien au contraire, elle démontre la capacité de ce conseil à faire évoluer de manière continue les modalités d'action des Nations unies sur le terrain, avec pour souci principal de répondre au mieux aux besoins des populations concernées. Et elle signe la mise en place d'un outil plus adapté et plus performant, au service d'Haïti et des Haïtiens.

Et je voudrais terminer moi aussi en rendant hommage à la représentante spéciale du secrétaire général, Madame Sandra Honoré, ainsi qu'à l'ensemble des personnels de la MINUSTAH. Je vous remercie./.